

**COMMUNE
DE
VAGNAS**

PETITIONNAIRE

dossier n° PA 07328 19 G0001

Date de dépôt : **18/02/2019**

Demandeur : **PGL AVENTURES SAS** représentée par
Monsieur CLARIDGE David,

Projet : **Extension du camping sur zone "staff" au sud (extension du nombre d'emplacements tentes et création RML) - réaménagement des "villages 3 et 4" au nord (emplacements HLL remplacées par emplacements tentes)**

Adresse Terrain : **430 Chemin de la Colonie, Domaine de Ségries**

07150 VAGNAS

Cadastré **B346, B81, B765**

ARRETE
accordant un permis d'aménager
au nom de la commune de VAGNAS

Le maire de VAGNAS,

Vu la demande de Permis d'aménager comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions présentée le 18/02/2019 par PGL AVENTURES SAS représentée par Monsieur CLARIDGE David demeurant 1810 Route de Brujas 07150 VAGNAS ;

Vu l'objet de la demande :

- pour : Extension du camping sur zone "staff" au sud (extension du nombre d'emplacements tentes et création RML) - réaménagement des "villages 3 et 4" au nord (emplacements HLL remplacées par emplacements tentes)
- sur un terrain situé 430 Chemin de la Colonie, Domaine de Ségries 07150 VAGNAS

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé ;

Vu les pièces complémentaires fournies ;

Vu l'affichage du dépôt de la demande d'urbanisme en date du 18/02/2019 ;

Vu la décision de l'Autorité environnementale – Préfet de Région- après examen au cas par cas sur le projet d'extension du Camping « Ségries »

Vu l'arrêté préfectoral du Département n°07-2018-02-20-004 relatif à une autorisation de défrichement délivrée à PGL Aventures SAS sur la commune de Vagnas ;

Vu l'arrêté Préfectoral du Département n°07-2018-12-21-005 portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement relatives au système d'assainissement non collectif situé sur la commune de Vagnas et autorisant le rejet des eaux épurées après traitement ;

Vu l'arrêté préfectoral de Région n° 2019-321 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive ;

ARRETE

Article 1

Le permis d'aménager est **ACCORDE** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées dans l'article 2

Article 2

Un diagnostic archéologique sera réalisé sur le terrain conformément aux prescriptions de l'arrêté du préfet de Région en date du 18 Mars 2019. Les travaux d'aménagement ne peuvent être entrepris avant l'exécution de ces prescriptions.

Article 3

Le nombre maximum d'emplacements dont la réalisation est autorisée est de 24.

Le nombre maximum d'emplacements réservés indistinctement aux tentes, aux caravanes et aux résidences mobiles de loisirs autorisés est de 24.

Le 16 Avril 2019

Le maire,

Le Maire
Christian BUISSON



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.